

Hausse des prix du gaz : le cadeau de Noël du père fouettard Sarkozy aux Français

Le Gouvernement vient de confirmer son intention d'augmenter, le 1^{er} janvier 2012, les tarifs réglementés de vente de gaz aux particuliers de près de 5 %. **Dix millions de foyers sont concernés.**

Malgré l'engagement solennel du Gouvernement devant le Parlement d'empêcher toute hausse cet hiver, cette augmentation s'ajoute à celles qui sont intervenues depuis avril 2010 : **en un an et demi, les tarifs ont augmenté de +25 %, soit une hausse moyenne de la facture de gaz d'environ 250 € par an pour un foyer se chauffant au gaz.**

Ces tarifs ont même augmenté **de plus de 60 %** depuis les décisions de la droite d'introduire GDF en bourse en 2005 et de la fusionner avec Suez en 2008 pour le privatiser.

Cette explosion des tarifs de gaz dégrade lourdement le pouvoir d'achat des Français et plus particulièrement la situation de ceux qui se chauffent au gaz parmi les 4 millions de précaires qui consacrent plus de **10 % de leurs revenus** à leurs factures d'énergie hors carburants.

Derrière les chiffres, il y a des femmes et des hommes pour qui les sacrifices s'accumulent : familles monoparentales, chômeurs longue durée, retraités avec faible pension, habitants des campagnes, jeunes.

Les demandes de coupures de gaz ont d'ailleurs été multipliées par dix depuis 2007.

Voilà le bilan énergétique au quotidien de Sarkozy !

➔ Pour justifier l'escalade, la droite avance l'argument de la hausse des coûts d'approvisionnement de GDF-SUEZ. Nous avons demandé à plusieurs reprises au Gouvernement plus de transparence sur la structure de ces coûts pour l'entreprise, y compris pour y inclure les gains obtenus lors de ses arbitrages sur les marchés du gaz.

➔ **GDF Suez a enregistré 300 millions d'euros de profits supplémentaires en 2010** et son PDG a annoncé, le 18 novembre dernier, son intention de maintenir au niveau actuel les dividendes des actionnaires pour les années à venir.

M. Sarkozy est manifestement incapable de peser sur les décisions d'une entreprise dont il est pourtant le premier actionnaire pour la conduire à respecter les engagements de l'Etat,

En 2012, nous mettrons en place une nouvelle tarification progressive du gaz, de l'électricité et de l'eau qui garantira l'accès de tous à ces biens essentiels. Plus que jamais il y a urgence à revaloriser fortement le tarif social de gaz et à augmenter significativement le nombre de ses bénéficiaires.

Pour Sarkozy, se chauffer est un luxe. Pour François Hollande, c'est un droit. Pour la droite, le bouclier fiscal pour quelques uns, pour la gauche le bouclier énergétique.